

Dijon le 07/08/2026

Depuis plusieurs mois, les personnels de la Maison d'Arrêt de Dijon font face à une **dégradation** préoccupante de leurs **conditions de travail**. Malgré des effectifs constamment sous tension, les agents continuent d'assurer leurs missions avec **professionnalisme, engagement et sens du service public**.

Réunion d'information du jeudi 6 août : les OS étaient conviés à une « *réunion d'information* » pour nous notifier que Mme D. **ACTAIT** les nuits à 5 en cas d'équipe incomplète, et **RETIRAIT** de l'appel à volontariat le dimanche. Cette réflexion par du postulat que les agents seraient *plus enclins à revenir en semaine...* Mais ne soyons pas dupes, c'est pour **éviter de retirer les activités** à ses chers chérubins ! De plus, elle nous a annoncé que la 4^e agente du QF (si tel est le cas), ira en renfort au quartier homme. Mais aussi en cas de nuit à 4 au QH, la 2^e agente du QF montera prendre une faction et laissera, de facto, sa collègue **seule** sur ce quartier qui aura pour conséquence de **supprimer le bon et mauvais tour de nuit**.

Et que se passeras-il si la collègue **fait un malaise ou tombe dans les escaliers** lors de sa ronde de nuit ?

Cette orientation interroge directement les capacités opérationnelles des équipes en cas d'**intervention** nécessitant des renforts et pose, une nouvelle fois, *la question de la responsabilité en cas d'accident ou d'événement grave*. Il ne sera pas nécessaire de rappeler la double évasion de l'année dernière pour montrer la contradiction de la volonté de réduire de façon systématique l'effectif en service de nuit.

Le bureau local **s'est fortement opposé à toutes ces décisions** prises de façon unilatérale sans concertation, bafouant une fois de plus le dialogue social. Cette politique connue de déshabiller Paul pour habiller Jacques n'est pas et ne sera **pérenne**. Et à aucun moment, la direction a parlé de remanier les mouvements pour travailler en sécurité avec un effectif réduit avec notamment une ouverture le matin bâtiment par bâtiment au regard des 40 triplettes actuelles et rompre ainsi avec l'isolement de l'agent.

Il n'est plus acceptable que les personnels se retrouvent seul en bâtiment pour gérer deux étages contrairement à ce que raconte une autre OS !!!

Un exemple concret qui montre l'absurdité de ses décisions est le week-end dernier, avec près de 50 % d'effectifs en moins, les personnels ont dû gérer **3 mises en prévention ainsi qu'une altercation en promenade**, tout en garantissant la sécurité de l'établissement. Une nouvelle démonstration de l'implication sans faille des personnels de terrain, et n'en déplaise à la cheffe d'établissement qui martèle quotidiennement que les personnels dijonnais sont mauvais !

Madame la Directrice, votre décision de réduire volontairement un effectif, le dimanche, de facto restreint par rapport à l'effectif des autres jours est un peu contradictoire avec la volonté de faire de la sécurité dans notre structure...

La journée du 5 août été touchée par cette même carence. **L'activité prévue s'est maintenue** avec l'effectif très restreint. On aurait pu s'attendre à une **annulation** de celle-ci, mais la direction a préféré « *remercier* » en fin de journée les survivants de la Maison d'Arrêt. Une pommade qui n'a pas dû coûter cher... Que se passerait-il en cas d'incident majeur ? Un incendie de cellule, une agression, un mouvement collectif ou tout autre événement grave qui ne choisit ni son jour, ni son heure.

L'histoire pénitentiaire nous rappelle malheureusement que les drames surviennent souvent lorsque les moyens humains sont les plus fragiles comme un dimanche ou un jour férié !

Le bureau local **refuse** que la sécurité des agents repose uniquement sur leur dévouement et leur capacité d'adaptation. Les personnels ne doivent pas servir de variable d'ajustement face à des choix organisationnels qui les exposent davantage aux **risques professionnels et psychosociaux** !

Nous rappelons qu'aucune modification impactant l'organisation du service ne peut être banalisée ou mise en œuvre sans un véritable dialogue social et sans examen en CSA. Les alertes formulées par notre organisation syndicale doivent être **entendues** avant qu'un incident ne vienne confirmer ce que chacun constate déjà sur le terrain.

Nous nous souvenons qu'à votre arrivée, vous étiez agréablement surprise de voir un planning toujours plein et qu'aujourd'hui celui-ci connaît une désertion historique. Et nous ne pensons pas que la canicule soit la principale responsable...

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : **170 jours d'arrêt maladie en juillet 2025 contre près de 400 en juillet 2026.** Même constat en période hivernale : **164 jours de CMO en février 2025 contre 241 en février 2026.**

Quand on use jusqu'à la moelle l'état de santé morale et physique, il est normal que la corde cède !

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** **boycottera** toutes les bilatérales jusqu'à ce que nous obtenions gain de cause. Il est hors de question de participer au **monologue** de la directrice sur fond de pseudo « dialogue social ».

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** **alerte** la Direction Interrégionale sur les agissements de certains membres du corps de commandement qui malmènent le peu d'agents qui tiennent à bout de force et à bout de bras notre établissement.

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** appelle les personnels à **réveiller leur conscience et à s'unir** pour monter au front !!!

Le bureau local

